Les « cadres article 4 et 4 bis » font référence à des dispositions historiques de la Convention Collective Nationale de retraite complémentaire AGIRC du 14 mars 1947, qui ont longtemps servi à distinguer les catégories de salariés pour l’affiliation à la retraite complémentaire des cadres.

**🧠 Définition des articles 4 et 4 bis**

* **Article 4** : concerne les *cadres au sens strict*, c’est-à-dire les ingénieurs et cadres reconnus comme tels dans les classifications professionnelles. Leur affiliation à l’AGIRC était obligatoire.
* **Article 4 bis** : concerne les *assimilés cadres*, souvent des employés, techniciens ou agents de maîtrise (ETAM), qui bénéficiaient d’une affiliation à l’AGIRC même s’ils n’étaient pas cadres au sens conventionnel. Cela résultait souvent d’accords d’entreprise ou de branche.

Ces articles ont été utilisés pour définir les « catégorie Ces articles ont été utilisés pour définir les « catégories objectives » de salariés dans les régimes de prévoyance et de retraite complémentaire, notamment pour bénéficier d’exonérations de cotisations patronales

**Particularités au niveau des cotisations**

* Les cadres (article 4) et assimilés cadres (article 4 bis) étaient affiliés à l’**AGIRC**, avec des taux de cotisation spécifiques, souvent plus élevés que ceux de l’ARRCO (régime des non-cadres).
* Depuis la **fusion AGIRC-ARRCO au 1er janvier 2019**, tous les salariés cotisent au régime unifié AGIRC-ARRCO, mais certaines entreprises conservent des **obligations spécifiques** :
  + Des **taux de cotisation supérieurs** peuvent s’appliquer dans le cadre d’« opérations supplémentaires » liées à des engagements antérieurs à 1993
  + Ces obligations peuvent découler d’accords de branche ou d’adhésions particulières à l’époque de la généralisation des retraites complémentaires.

**📅 Évolutions récentes**

* À partir du **1er janvier 2025**, les références aux articles 4 et 4 bis deviennent officiellement caduques. Les catégories de cadres et non-cadres sont désormais définies par les **articles 2.1 et 2.2 de l’ANI Prévoyance du 17 novembre 2017**

**Article 2.1 – Les « cadres »**

Sont considérés comme **cadres** (et donc concernés par le régime de prévoyance cadre) :

1. **Les ingénieurs et cadres** tels que définis dans les conventions collectives, accords de branche ou arrêtés anciens qui fixaient les catégories de personnel.
2. **Les VRP (voyageurs, représentants, placiers)** travaillant pour un seul employeur, quand leurs fonctions correspondent à celles d’un cadre.
3. **Les salariés exerçant des fonctions de direction**, dès lors qu’ils relèvent du régime général de la Sécurité sociale.
4. **Les médecins salariés**, ainsi que **les conseillères du travail** ou **surintendantes d’usine** diplômées selon les conditions prévues.

➡️ Cet article **reprend les mêmes bénéficiaires** que les anciens **articles 4 et 4 bis** de la Convention AGIRC de 1947, donc pas de changement de fond.

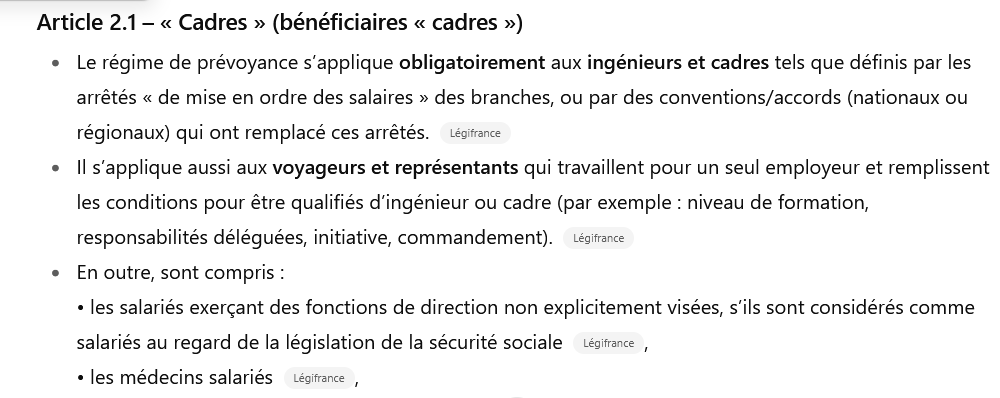
**Article 2.2 – Les « assimilés cadres »**

Sont considérés comme **assimilés cadres** (ils bénéficient du même régime de prévoyance que les cadres) :

1. Les **employés, techniciens et agents de maîtrise (ETAM)** qui ont une **cote hiérarchique brute ≥ 300** (selon les anciennes grilles de classification).
2. Ou bien, ceux dont le niveau dans la convention collective correspond **hiérarchiquement à une fonction de cadre**.

➡️ Cet article reprend les anciens bénéficiaires de l’**article 4 bis** de la Convention AGIRC de 1947.

**🎯 Pourquoi ces articles sont importants**

* Ils remplacent les anciens articles **4, 4 bis et 36** devenus obsolètes avec la **fusion AGIRC-ARRCO**.
* Ils servent de **référence officielle** pour déterminer qui relève du **régime de prévoyance cadre**.
* Les entreprises doivent les utiliser pour :
* rédiger ou mettre à jour leurs **actes de mise en place de prévoyance/santé** (accord collectif, DUE, etc.) ;
* garantir le **caractère collectif et obligatoire** du régime ;
* conserver les **exonérations de cotisations sociales**.
* L’**ANI du 17 novembre 2017 relatif à la prévoyance des cadres** a redéfini les catégories de bénéficiaires (cadres / assimilés cadres) pour les régimes de prévoyance, en remplacement des références aux anciens « articles 4, 4 bis et 36 » de la CCN AGIRC de 1947. [Légifrance+5Légifrance+5ADP France+5](https://www.legifrance.gouv.fr/conv_coll/id/KALITEXT000036732007/?utm_source=chatgpt.com)
* Les **articles 2.1 et 2.2** de cet ANI définissent les publics concernés — autrement dit, les salariés qui doivent relever du régime de prévoyance « cadre/assimilé cadre » selon les nouvelles dispositions.
* 

**Quel est l’objectif / la portée pratique ?**

* Ces articles servent à **assimiler juridiquement les définitions de « cadres » et « assimilés cadres »** dans les régimes de prévoyance obligatoire, en remplacement des anciennes définitions (articles 4, 4 bis et 36) qui étaient devenues obsolètes du fait de la fusion des régimes AGIRC / ARRCO. [Légifrance+3Fromont Briens+3ADP France+3](https://fromont-briens.com/caractere-collectif-dun-regime-de-protection-sociale-nouveaux-criteres-de-definition-dune-categorie-objective/?utm_source=chatgpt.com)
* Ils sont utilisés comme **critère 1** (appartenance à la catégorie cadre vs non-cadre) pour constituer des **catégories objectives** de bénéficiaires dans les régimes de protection sociale complémentaire (prévoyance, santé). [mgprev.fr+4Malakoff Humanis+4BNP Paribas Épargne Entreprises+4](https://www.malakoffhumanis.com/s-informer/sante/categories-objectives-et-exoneration-de-cotisations-sociales/?utm_source=chatgpt.com)
* Les entreprises doivent désormais faire figurer ces références **dans les actes de mise en place de leurs régimes** (accord collectif, décision unilatérale, etc.), afin de préserver le caractère collectif et obligatoire du régime et les exonérations sociales associées. [ADP France+3FF Bâtiment+3BNP Paribas Épargne Entreprises+3](https://www.ffbatiment.fr/actualites-batiment/actualite-ba/prevoyance-sante-retraite-supplementaire-conserver-benefice-exonerations-cotisations-sociales?utm_source=chatgpt.com)
* Le décret du **30 juillet 2021** est venu adapter les critères légaux (articles R. 242-1-1 du code de la sécurité sociale) en substituant les références aux anciens articles 4 / 4 bis / 36 par les articles 2.1 / 2.2 de l’ANI 2017. [Fromont Briens+3ADP France+3BNP Paribas Épargne Entreprises+3](https://www.fr.adp.com/ressources/documentations/articles/e/evolutions-legales-oct-2021-regimes-de-prevoyance-complementaire-et-retraite-supplementaire.aspx?utm_source=chatgpt.com)
* Enfin, à compter du 1er janvier 2025, l’ancien « article 36 » (qui permettait à certains non-cadres d’être assimilés à des cadres) ne pourra plus être utilisé sauf si la branche a obtenu un agrément APEC pour l’intégrer dans les cadres définis par l’ANI 2017. [ADP France+4mgprev.fr+4](https://www.mgprev.fr/blog/nos-actualites-1/categories-objectives-nos-conseils-pour-etre-en-conformite-11?utm_source=chatgpt.com)